

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/319		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT DE 25 000 € À LA SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIERE BONNEIL AU TITRE DU DISPOSITIF D'AIDE À L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/319

BUREAU DU 2 JUIN 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
D'INVESTISSEMENT DE 25 000 € À LA SOCIÉTÉ CIVILE
IMMOBILIERE BONNEIL AU TITRE DU DISPOSITIF
D'AIDE À L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les délibérations n°21/12/416 du Conseil Métropolitain en date du 20 décembre 2021 et n°23/02/010 du 23 février 2023 du Conseil Métropolitain approuvant la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises sur l'ensemble du territoire métropolitain et en adoptant le règlement,

VU la délibération n°23/11/316 du Conseil Métropolitain en date du 16 novembre 2023 modifiant le cadre général d'intervention de ce même dispositif et les modalités d'attribution,

VU la délibération n°22/12/375 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2022 approuvant la convention d'application du SRDEII 2022-2028 fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre d'octroi des aides économiques,

VU le Régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, et le suivant qui se substituera au présent régime,

VU le Régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023, et le suivant qui se substituera au présent régime,

VU l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 3 avril 2025,

CONSIDERANT que la S.A.S. Cafés Maurice, créée en octobre 2019, emploie 14 salariés (jusqu'à 18 en haute saison) et que son activité est la torréfaction artisanale de cafés d'exception et personnalisée, la vente de café sous diverses formes, de produits d'épicerie fine, de produits locaux et de produits dérivés liés au café,

CONSIDERANT qu'actuellement l'entreprise n'a pas de locaux d'activité et que toute la production est installée dans la boutique louée au centre-ville de Toulon dont la surface et la configuration ne correspondent plus à la croissance de son activité,

CONSIDERANT que le dirigeant des Cafés Maurice a donc décidé de créer la SCI BONNEIL dédiée à l'acquisition d'un bâtiment de 337 m² sur la commune d'Ollioules (55 Chemin Bonneil) afin d'y installer la production, les bureaux et le stockage,

CONSIDERANT que le projet nécessite divers travaux de réhabilitation et d'aménagement qui seront commandés par la S.C.I. BONNEIL,

CONSIDERANT la demande de subvention d'investissement de la société civile immobilière BONNEIL au titre du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises de la Métropole dans le cadre de la localisation de son activité de production dans des locaux situés à Ollioules qui lui permettront d'organiser la production dans de bonnes conditions, de capter de nouveaux clients, d'accroître sa présence dans la grande distribution et d'asseoir encore davantage sa marque,

CONSIDERANT que les pièces et devis de travaux transmis par la S.C.I. BONNEIL font ressortir un montant de dépenses éligibles de 151 359 € HT,

CONSIDERANT que les perspectives actuelles de la société Cafés Maurice sont une progression de 10 % par an de son chiffre d'affaires sur la période 2025-2027 et le recrutement de 2 et à 4 personnes sur cette même période,

CONSIDERANT la convention de subventionnement ci-jointe,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ALLOUER à la Société Civile Immobilière BONNEIL une aide à l'immobilier d'entreprise (subvention d'investissement) d'un montant de 25 000 euros, soit 16,52 % des dépenses éligibles hors taxes dans le cadre de son projet de relocalisation de son activité de torréfaction dans des locaux situés Chemin Bonneil, à Ollioules.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe selon lesquels la S.A.S. Cafés Maurice s'engage notamment à maintenir son activité et ses emplois sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée pendant une durée de trois ans et à transmettre à la Métropole la justification de la communication relative à la présente aide à l'immobilier.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 20421, opération 157.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

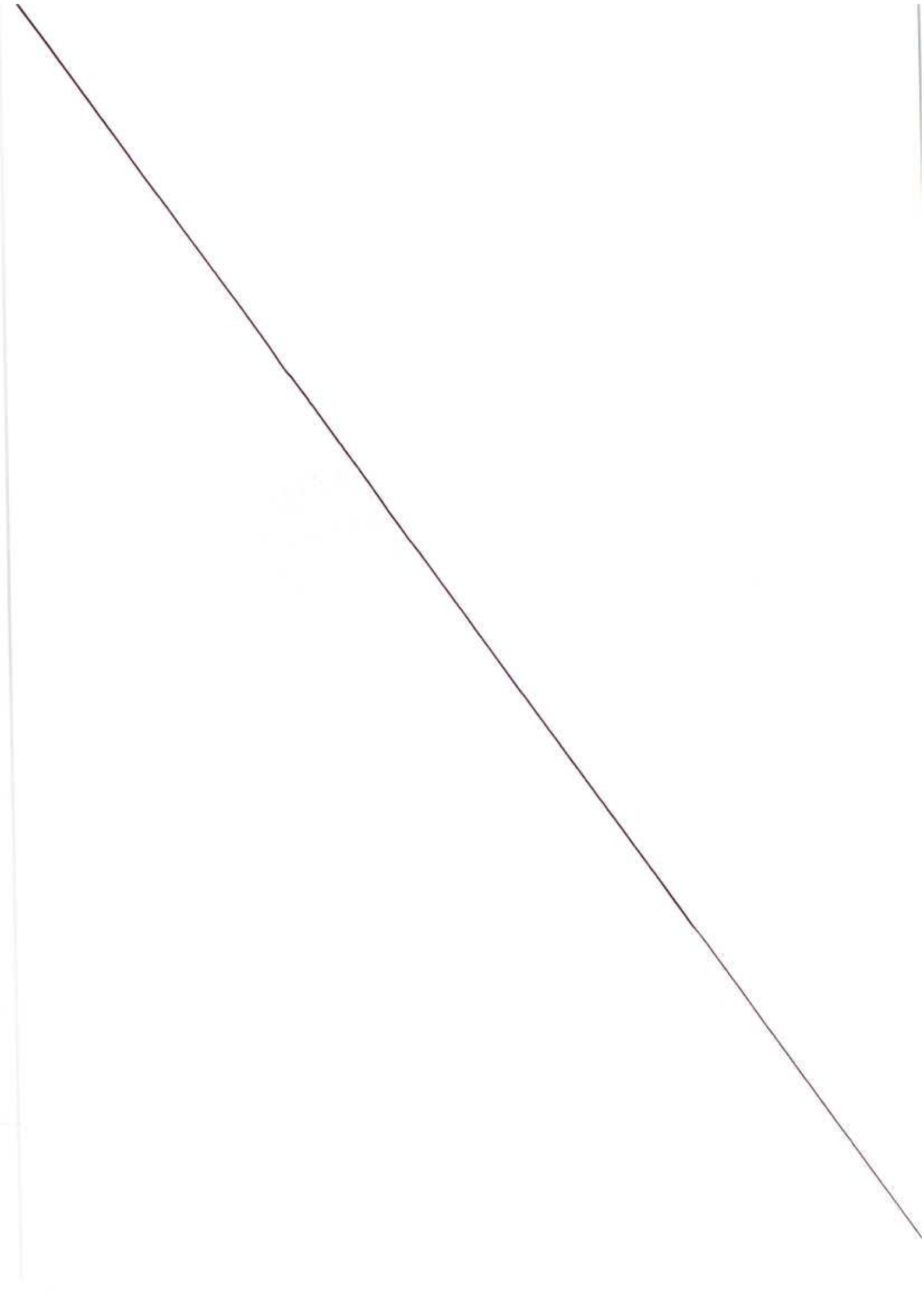
Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0





**CONVENTION RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION
AU TITRE DU DISPOSITIF D'AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la décision n° DM du Bureau Métropolitain du 2025, ci-après désignée par TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

d'une part,

ET

La Société Civile Immobilière BONNEIL immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 939 845 384 dont le siège social est situé 2 Place Camille Ledeau – 3 Rue de la Glacière - 83000 TOULON, représentée par Monsieur Boris TOUATY, son gérant,

d'autre part,

PREAMBULE

Dans le cadre de sa compétence Développement Economique, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a adopté par délibération n° 23/11/316 du 16 novembre 2023 un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises sous forme de subvention s'adressant aux entreprises s'engageant à porter sur le territoire métropolitain un projet participant au développement économique et relevant des filières économiques stratégiques de la Métropole.

Dans ce contexte, la société civile immobilière BONNEIL sollicite la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'octroi d'une subvention sur le fondement de ce dispositif.

Ceci ayant été exposé, conviennent ce qui suit :

Article 1^{er} – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une subvention d'investissement à la société civile immobilière BONNEIL pour la réalisation de son projet d'immobilier tel que décrit à l'article 2.

Article 2 – Description, coût prévisionnel et dépenses éligibles du projet

La S.A.S. CAFES MAURICE, créée en octobre 2019, emploie 14 salariés (jusqu'à 18 en haute saison).

Son président a relancé la marque toulonnaise Cafés Maurice fondée en 1875. Sa stratégie se concentre sur le développement d'une marque haut de gamme avec une forte présence dans le Var en sélectionnant des fournisseurs français reconnus pour la traçabilité de leurs matières premières et des partenariats avec des plantations.

L'entreprise a pour activité la torréfaction artisanale de cafés d'exception et personnalisée, la vente de café sous diverses formes, de produits d'épicerie fine, de produits locaux et de produits dérivés liés au café.

La croissance de l'activité s'est faite à partir des 3 points de vente (centre-ville de Toulon où se trouve l'atelier de torréfaction, boutique du Mourillon, point de vente de Sanary qui propose également restauration) et par la vente en ligne.

L'entreprise s'est engagée dans une démarche de développement durable.

Elle réalise son chiffre d'affaires auprès de particuliers, de cafés-hôtels-restaurants, d'entreprises et de la grande distribution.

Son développement passe par de nouveaux partenariats avec la grande distribution.

Actuellement l'entreprise n'a pas de locaux d'activité. Toute la production est installée dans la boutique louée au centre-ville de Toulon dont la surface et la configuration ne correspondent plus à la croissance du chiffre d'affaires.

Le dirigeant des Cafés Maurice a donc décidé de créer la SCI BONNEIL dédiée à l'acquisition d'un bâtiment de 337 m² sur la commune d'Ollioules (55 Chemin Bonneil) afin d'y installer la production, les bureaux et le stockage.

Le projet nécessite des travaux de réfection de couverture, d'aménagement de bureaux, de création de sanitaires, de réalisation de réseaux intérieurs et d'un conduit adaptés à la torréfaction qui seront commandés par la S.C.I. BONNEIL.

Le coût prévisionnel du projet (document ci-joint extrait du dossier transmis par la SCI BONNEIL) est de 618.000 euros hors taxes (hors frais d'acte).

Il est rappelé que selon le règlement visé par la délibération n° 23/11/316 du 16 novembre 2023 sont éligibles les dépenses suivantes :

- Les honoraires de maîtrise d'œuvre ;
- Les dépenses de travaux de construction ou d'extension de bâtiments neufs ou réhabilités ;
- Les dépenses de travaux de rénovation ou d'aménagement immobilier interne et/ou externe d'un bâtiment.

Les devis transmis par la SCI BONNEIL portant sur des travaux de réhabilitation représentent un coût de 151.359 euros hors taxes :

Nature des travaux	Montant € H.T.
Charpente, toiture, isolation, cloisons, électricité, plomberie	99.288
Pose conduit fumée et ventilation	33.971
Dépose plaques amiante	18.100
TOTAL	151.359

Le montant des dépenses éligibles pour ce projet est de 151.359 euros hors taxes.

Article 3 – Plan de financement du projet

Le plan de financement transmis par la SCI BONNEIL est le suivant :

Nature	Montant € H.T.
Autofinancement (frais d'acte)	36.000
Prêts bancaires (acquisition et travaux)	593.000
Aide Publique souhaitée	25.000
TOTAL	654.000

Article 4 – Effets attendus du projet pour le développement de l'entreprise bénéficiaire et l'emploi

La S.A.S. Cafés Maurice qui exploitera les locaux emploie actuellement 14 personnes.

Le projet lui permettra une réorganisation de son activité de production et de pouvoir capter de nouveaux clients, d'accroître sa présence dans la grande distribution et d'asseoir encore davantage sa marque.

Une progression de 10 % par an de son chiffre d'affaires sur la période 2025-2027 est attendue.

La société prévoit de recruter entre 2 et 4 personnes sur cette même période.

Article 5 – Montant de la subvention et modalités de versement

Sur la base du règlement visé par la délibération n° 23/11/316 du 16 novembre 2023 et du montant des dépenses éligibles figurant dans l'article 2 de la présente convention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à verser à la Société Civile Immobilière BONNEIL une subvention d'investissement d'un montant de 25.000 euros, soit 16,52 % des dépenses éligibles hors taxes.

Le versement de la subvention se fera en une fois pour la totalité du montant octroyé.

Il interviendra sur demande du bénéficiaire après contrôle de l'exécution de l'opération et de l'ensemble des pièces justificatives et de l'ensemble des factures acquittées.

Si ces documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour l'opération subventionnée est inférieur au montant des dépenses éligibles qui figure à l'article 2 de la présente convention, il conviendra d'appliquer une réduction de la subvention au prorata des dépenses réalisées.

La présente aide est allouée sur la base :

- du Règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission Européenne du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n° 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et modifiant le règlement (UE) n° 651/2014, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter,
- du décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027,
- de la délibération n° 22/380 du 24 juin 2022 du Conseil Régional approuvant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation 2022-2028 (SRDEII 2022-2028),
- de la délibération n° 22-0895 de la Commission permanente du Conseil Régional du 16 décembre 2022 approuvant la convention d'application du SRDEII 2022-2028 fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre d'octroi des aides économiques,

Article 5 – Obligations de la Société Civile Immobilière BONNEIL

La SCI BONNEIL s'engage à transmettre à Toulon Provence Méditerranée les pièces justificatives suivantes : factures acquittées relatives aux dépenses éligibles, le décompte définitif des dépenses réalisées postérieurement à la date d'accusé réception du dossier de demande de subvention visé par le dirigeant de la société bénéficiaire et mentionnant les paiements, le contrat de location faisant apparaître la société bénéficiaire en tant que preneur, l'attestation d'assurance responsabilité civile sur le local concerné, la justification de la communication relative à l'aide de la Métropole (panneau posé à l'entrée du bâtiment, signalétique), un premier état d'avancement du projet de développement de l'entreprise et des embauches (ou maintien d'emplois suivant les cas).

La SCI BONNEIL s'engage à mettre le local aidé à disposition de la SAS Cafés Maurice et à répercuter intégralement l'aide obtenue de la Métropole à la SAS Cafés Maurice bénéficiaire finale de l'aide à l'immobilier sous la forme d'une réduction de loyer.

Article 6 – Durée et résiliation de la convention

Cette convention est conclue à compter de sa notification et prendra fin à la date du mandatement de la subvention.

En cas de non-respect de tout ou partie des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être considérée comme résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi par l'une ou l'autre des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter lesdits engagements.

Article 7 – Reversement de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI BONNEIL

En cas de non-respect par la SCI BONNEIL de ses engagements, celle-ci reversera à Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

Article 8 - Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

Article 9 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux de six pages chacun et 1 annexe,
à Toulon, le

Pour la Société Civile Immobilière BONNEIL

Pour Toulon Provence Méditerranée

Boris TOUATY
Gérant

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

FICHE D'ENGAGEMENT

Ce document doit être signé par le représentant légal

Dans le cadre de la demande d'aide à l'immobilier d'entreprises auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Je, soussigné Boris TOUATY, représentant légal de la Société par Actions Simplifiée Cafés Maurice

m'engage à :

- ☐ Respecter les termes de la convention signée avec la Métropole TPM,
- ☐ Réaliser mon projet immobilier dans un délai maximal de 2 ans à compter de la date de dépôt de demande de subvention,
- ☐ Maintenir l'activité de l'entreprise et ses emplois sur le territoire de TPM au minimum pendant une période de 3 ans après le terme de la convention
- ☐ à transmettre à Toulon Provence Méditerranée, pendant les trois ans suivant l'attribution de l'aide, un rapport annuel faisant état de son développement et notamment de l'évolution de son effectif accompagné des comptes de l'entreprise.
- ☐ Communiquer sur l'aide accordée par TPM dans les conditions prévues par la convention,
- ☐ pendant les trois ans suivant l'attribution de l'aide, à faire apparaître sur tous ses documents d'information ou de promotion et sur son site Internet le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée et à faire parvenir à la Métropole au moins un exemplaire de chaque support diffusé et à associer Toulon Provence Méditerranée aux actions de communication institutionnelle (inauguration, visites...).
- ☐ répondre à toute sollicitation de la Métropole sur ses actions de communication au sujet de ce dispositif. Elle donnera à la Métropole, et ce dans la mesure du possible, accès au site aidé dans le cadre de visites de sites économiques, pour la réalisation d'articles ou la réalisation de supports audiovisuels et/ou pour assurer la promotion du dispositif.

A défaut, je m'engage à rembourser l'aide obtenue à MTPM.

Fait le :à :

Signature et cachet de l'entreprise

